

travailler, non pour leurs besoins directs, mais pour le marché, où s'effectue l'échange de produits capitalistes de grande consommation contre les produits agricoles. Les peuples agriculteurs des colonies s'intègrent à l'économie marchande sous la pression du capital commercial et usuraire stimulant les grandes cultures de matières d'exportation : coton, caoutchouc, riz, etc. Les emprunts coloniaux représentent l'avance faite par le Capital financier du pouvoir d'achat servant à l'équipement du réseau de circulation des marchandises : construction de chemin de fer, de ports, facilitant le transport des matières premières, ou à des travaux de caractère stratégique, qui consolident la domination impérialiste. D'autre part, le Capital Financier veille à ce que les capitaux ne puissent servir d'instrument d'émancipation économique des colonies ; à ce que les forces productives ne soient développées et industrialisées que dans la mesure où elles ne peuvent constituer une menace pour les industries métropolitaines, en orientant, par exemple, leur activité, vers une transformation primaire des matières premières, s'effectuant avec le concours de forces de travail indigènes quasi-gratuites.

Dé plus, la paysannerie, écrasée sous le poids des dettes usuraires et des impôts absorbés par les emprunts est contrainte de céder les produits de son travail bien au-dessous de leur valeur, sinon en-dessous de leur prix de revient.

Aux deux méthodes de colonisation que nous venons d'indiquer, s'en ajoute une troisième, consistant à s'assurer des zones d'influence, en « vassalisant » à coups d'emprunts et de placements de capitaux, des Etats retardataires. Le courant intense d'exportation des capitaux qui est lié à l'extension du protectionnisme monopoliste, favorise un élargissement de la production capitaliste, tout au moins à l'Europe Centrale et Orientale, à l'Amérique et même à l'Asie où le Japon devient une puissance impérialiste.

D'un autre côté, l'inégalité du développement capitaliste se prolonge dans le processus d'expansion coloniale. Au seuil du cycle des guerres coloniales, les nations capitalistes les plus anciennes, s'appuient déjà sur une solide base impérialiste ; les deux plus grandes puissances de cette époque : l'Angleterre et la France se sont déjà partagé les « bonnes » terres d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, circon-

tances qui favorisent encore davantage leur extension ultérieure au détriment de leurs concurrents plus jeunes, l'Allemagne et le Japon, obligés de se contenter de quelques maigres restes en Afrique et en Asie, mais qui, par contre, accroissent leurs positions métropolitaines à un rythme beaucoup plus rapide que les vieilles nations : l'Allemagne, puissance industrielle, dominant le continent européen, peut bientôt se dresser, face à l'impérialisme anglais et poser le problème de l'hégémonie mondiale dont la solution sera cherchée au travers de la première guerre impérialiste.

Si au cours des cycles des guerres coloniales les contrastes économiques et les antagonismes impérialistes s'aiguisent, les conflits des classes qui en résultent peuvent cependant encore être comblés « pacifiquement », par la bourgeoisie des pays les plus avancés, accumulant au cours des opérations de brigandage colonial, des réserves de plus-values, où elle peut puiser à pleines mains et corrompre les couches privilégiées de la classe ouvrière. Les deux dernières décades du XIXe siècle amènent au sein de la social-démocratie internationale, le triomphe de l'opportunisme et du réformisme, monstrueuses excroissances parasitaires se nourrissant des peuples coloniaux.

Mais le colonialisme extensif est limité dans son développement et le Capitalisme, conquérant insatiable, a tôt fait d'épuiser tous les débouchés extra-capitalistes disponibles. La concurrence inter-impérialiste privée d'une voie de dérivation, s'oriente à la guerre impérialiste.

« Ce qui s'oppose aujourd'hui les armes à la main », dit R. Luxembourg, « ce ne sont pas, d'une part les pays capitalistes et d'autre part les pays d'économie naturelle, mais des Etats qui sont précisément poussés au conflit par l'identité de leur développement capitaliste élevé ».

CYCLES DE GUERRES INTER-IMPERIALISTES ET DE REVOLUTION DANS LA CRISE GENERALE DU CAPITALISME

Alors que les anciennes communautés naturelles peuvent résister des milliers d'années, que la société antique et la société féodale parcourent une longue période historique, la production capitaliste moderne, au contraire », dit Engels, « vieille à peine de 300 ans et qui n'est devenue dominante que depuis l'instaura-

tion de la grande industrie, c'est-à-dire depuis cent ans a, en ce court laps de temps, réalisé des disparates de répartition — concentration des capitaux en un petit nombre de mains d'une part, concentration des masses sans propriété, dans les grandes villes d'autre part — qui fatalement causeront sa perte ».

La société capitaliste, de par l'acuité qu'atteignent les contrastes de son mode de production, ne peut plus poursuivre ce qui constitue sa mission historique : développer de façon continue et progressive les forces productrices et la productivité du travail humain. La révolte des forces de production contre leur appropriation privée, de sporadique devient **permanente**. Le Capitalisme entre dans sa crise générale de décomposition, et l'Histoire enregistrera ses sursauts d'agonie en traits sanglants.

Résumons de cette crise générale les caractéristiques essentielles : une surproduction industrielle générale et constante, un chômage technique chronique alourdissant la production de capitaux non-viables ; le chômage permanent de masses considérables de forces de travail aggravant les contrastes de classes ; une surproduction agricole chronique superposant une crise générale à la crise industrielles et que nous analyserons plus loin ; un ralentissement considérable du processus de l'accumulation capitaliste résultant du rétrécissement du champ d'exploitation des forces de travail (composition organique) et de la baisse continue du taux de profit et que Marx prévoyait lorsqu'il disait que « dès que la formation de capital se trouverait exclusivement entre les mains de quelques gros capitalistes pour qui la masse du profit compenserait le **taux**, la production perdrait tout stimulant vivifiant et tomberait en somnolence. Le taux de profit est la forme motrice de la production capitaliste. Sans profit, pas de production » ; la nécessité pour le Capital Financier de rechercher un **surprofit**, provenant non pas de la production de plus-value, mais d'une spoliation d'une part, de l'ensemble des consommateurs en élevant le prix des marchandises au-dessus de leur valeur et, d'autre part, des petits producteurs en s'appropriant une partie ou l'entièreté de leur travail. Le surprofit représente ainsi un impôt indirect prélevé sur la **circulation** des marchandises. Le Capitalisme a tendance à devenir parasitaire dans le

sens absolu du terme.

Durant les deux dernières décades précédant le conflit mondial, ces agents d'une crise générale se développent et agissent déjà dans une certaine mesure, bien que la conjoncture évolue encore suivant une courbe ascendante, exprimant en quelque sorte le « chant du cygne » du Capitalisme. Dès 1912, le point culminant est atteint, le monde capitaliste est inondé de marchandises et la crise éclate aux Etats-Unis en 1913 et commence à s'étendre à l'Europe. L'étincelle de Sarajevo l'a fait exploser dans la guerre mondiale qui pose à l'ordre du jour une révision du partage des colonies. Le massacre va dès lors constituer pour la production capitaliste, un immense débouché ouvrant de « magnifiques » perspectives.

L'industrie lourde, fabriquant non plus des moyens de production mais de destruction et également celle produisant des moyens de consommation, vont pouvoir travailler à plein rendement, non pour assurer l'existence des hommes, mais pour accélérer leur destruction. La guerre, d'une part, opère un « salubre » assainissement des valeurs-capital hypertrophiées ; en les détruisant sans pourvoir à leur remplacement et, d'autre part, elle favorise la réalisation des marchandises bien au-dessus de leur valeur, par la hausse formidable des prix sous le régime du cours forcé ; la masse du surprofit que le capital retire d'une telle spoliation des consommateurs compense largement la diminution de la masse de plus-value résultant d'un affaiblissement des possibilités d'exploitation dû à la mobilisation.

La guerre détruit surtout d'énormes forces de travail qui, dans la paix, rejetées du procès de la production, se constituaient en menace grandissante pour la domination bourgeoise. On chiffre la destruction des valeurs réelles à un tiers de la richesse mondiale accumulée par le travail de générations de salariés et de paysans. Ce désastre social, vu sous l'angle de l'intérêt mondial du capitalisme prend l'aspect d'un bilan de prospérité analogue à celui d'une société anonyme s'occupant de participations financières et dont le compte de profits et pertes gonflé de bénéfices, cache la ruine d'innombrables petites entreprises et la misère des travailleurs. Car les destructions si elles prennent les proportions d'un cataclysme ne retombent pas à charge du